

MINUSCA

en action 

Bulletin d'information de la MINUSCA | NUMÉRO 052 | DU 1^{er} AU 15 AOÛT 2017

POUR LE RELEVEMENT ET LA CONSOLIDATION
SIGNATURE D'UN NOUVEAU CADRE
(UNDAF+) 2017-2020
AOÛT 2017, 1



**L'ONU ET LA RCA SIGNENT
UN NOUVEAU CADRE DE COOPÉRATION POUR
LA PAIX**

<https://minusca.unmissions.org>

 MINUSCA

 UN_CAR

 UNMINUSCA

SOMMAIRE

4

L'ONU ET LA RCA SIGNENT UN NOUVEAU CADRE DE COOPÉRATION POUR LE RELÈVEMENT ET LA CONSOLIDATION DE LA PAIX

5

LA COUR PÉNALE SPÉCIALE EXPLIQUÉE AUX POPULATIONS DE L'OUHAM-PENDÉ

6

LES AUTORITÉS CENTRAFRICAINES SUR LE PROJET-PILOTE DDR À KAGA-BANDORO

7

283 EX-COMBATTANTS EN FORMATION À NDELE POUR LEUR RÉINSERTION SOCIALE

8

BRÈVE LES CASQUES BLEUS À BANGASSOU VISE LA STABILITÉ ET LE RETOUR DES DÉPLACÉS

DIRECTEUR DE PUBLICATION :

Hervé Verhoosel

RÉDACTRICE EN CHEF :

Uwolowulakana Ikavi-Gbetanou

EQUIPE RÉDACTIONNELLE :

Philippe D'Almeida, Ghislaine Atta,

Steve Reve Niko

PHOTOGRAPHIE :

Herve Serefio

MISE EN PAGE :

Francis Yabendji-Yoga

WEBMASTER

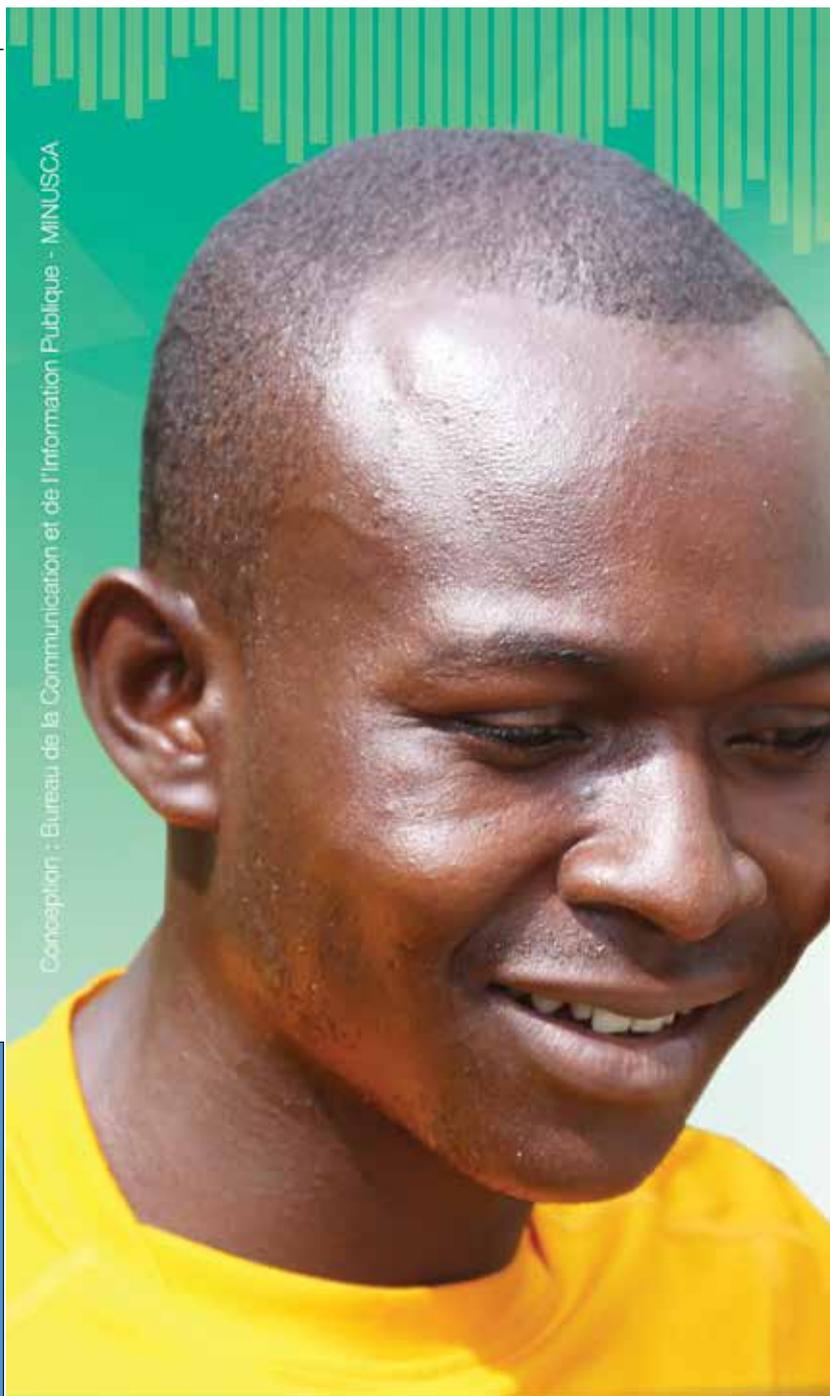
Francis Yabendji-Yoga

PRODUCTION :

Division de Communication

Stratégique et d'Information Publique MINUSCA

AOÛT 2017



Bangui | Bangassou |
Bossangoa | Bouar



▶ GUIRA 93.3 FM

▶▶▶
Le devoir d'informer

Obo | Bria | Kaga-Bandoro | Bambari
| Paoua | Ndele | Birao | Berberati



L'ONU ET LA RCA SIGNENT UN NOUVEAU CADRE DE COOPÉRATION POUR LE RELÈVEMENT ET LA CONSOLIDATION DE LA PAIX



Afin d'accompagner de manière plus coordonnée et plus efficiente la RCA dans ses efforts pour le relèvement, la consolidation de la paix et le développement, avec une prise en compte de ses défis urgents, les Nations Unies (Agences, Programmes et Fonds et la MINUSCA) ont convenu d'un nouveau plan de réponse, dénommée Plan cadre des Nations Unies pour l'Assistance au développement en RCA pour la période 2018-2021 (UNDAF+).

Le document a été co-signé, le 9 août 2017, à Bangui par le ministre de l'Economie, du Plan et de la Coopération internationale, Félix Moloua, et la Représentante spéciale du Secrétaire général des Nations Unies et Coordinatrice humanitaire et de développement, Najat Rochdi,

UNDAF+ se veut un outil de référence dont la vocation est d'apporter une réponse cohérente et efficiente aux nombreux défis multiformes et pressants de la RCA. En effet, a rappelé Najat Rochdi, "aux défis de la pauvreté, des disparités de développement entre les régions, des violences, du chômage et de la précarité de l'emploi, des contraintes d'accès aux services sociaux de base, de l'éducation, de la santé, de l'eau et as-

sainissement, des risques liés au changement climatique, s'ajoutent des crises humanitaires et sécuritaires dans plusieurs régions de la RCA, donnant lieu à la fuite de plus de 460.000 réfugiés vers les pays voisins et au déplacement de 600.000 personnes".

Le nouveau cadre de coopération RCA-ONU, sur la base des priorités centrafricaines, sera mis en œuvre en tenant compte de trois piliers identifiés, en l'occurrence la consolidation de la paix, de la sécurité et de la cohésion sociale ; le bien-être social et l'équité, ainsi que le relèvement économique durable. Des volets, comme le souligne la Représentante spéciale adjointe de souligner qu'UNDAF+, qui accordent une place de choix à l'amélioration des conditions de vie de la population.

Le processus d'élaboration de l'UNDAF+ avait été entamé en 2015 mais interrompu du fait de la résurgence de l'instabilité sociopolitique, notamment au cours du dernier trimestre 2015. En accord avec le Gouvernement, l'ONU avait alors conçu un document intermédiaire pour couvrir la période 2016-2017 connu sous le nom de Cadre Stratégique Intérimaire (CSI 2016-2017). ■

LA COUR PÉNALE SPÉCIALE EXPLIQUÉE AUX POPULATIONS DE L'OUHAM-PENDÉ



Permettre aux populations de mieux comprendre le fonctionnement de la Cour pénale spéciale, c'est l'objectif de la séance de sensibilisation sur la Loi portant création de ladite Cour, organisée le 9 août 2017 à Paoua, chef-lieu de la préfecture de l'Ouham Pende. L'activité s'inscrit dans le cadre du Projet conjoint Gouvernement-Organisation des Nations Unies, celle-ci intégrant le PNUD, la MINUSCA, le Programme des Volontaires des Nations Unies et ONUFEMMES.

Au total 80 personnes ont pris part à cette session, parmi lesquelles des autorités locales, des représentants de confessions religieuses, de la jeunesse et des femmes, ainsi que des étudiants et élèves. Des fonctionnaires civils et militaires, des syndicats de transporteurs, des commerçants, des convoyeurs, des groupements de femmes rurales, et des ONG nationales et Internationales ont aussi été représentés.

« La cour s'occupera des crimes et violations qui ont lieu depuis le 1er janvier 2003, instituée pour une durée de cinq années renouvelables. Sa mise en place entre dans un processus général de justice transitionnelle dans le pays », a expliqué le directeur des programmes de formation du Centre Catholique Universitaire (CCU), Père Jules Martial Soh, par ailleurs consultant pour ce projet.

Plusieurs questions ont été discutées dont la situation sécuritaire précaire dans le pays et la détention d'armes par les groupes armés ; la protection des témoins et les difficultés à rassembler les preuves ; l'indemnisation des victimes, ainsi que la lenteur dans la mise en œuvre des activités de la cour. Les participants ont par ailleurs souhaité que des séances similaires soient organisées avec la participation des magistrats centrafricains.

Quant au Préfet de l'Ouham Pende, Gabin Nakombo, il a souhaité « une mise en œuvre rapide des activités de la CPS afin que justice soit rendue aux populations. »

La CPS a été créée par la loi n°15.003 du 3 juin 2015. Elle est compétente pour enquêter, instruire et juger les violations graves des droits de l'Homme et les violations graves du droit international humanitaire, commis sur le territoire de la République centrafricaine depuis le 1er janvier 2003. Il s'agit d'une juridiction spéciale intégrée dans le système judiciaire national pour une durée de cinq ans renouvelables.

La MINUSCA s'est dotée d'une Unité d'appui à la Cour pénale spéciale qui travaille en étroite collaboration avec le PNUD et d'autres partenaires internationaux afin d'appuyer le Gouvernement dans l'installation effective de cette juridiction. ■

LES AUTORITÉS CENTRAFRICAINES SENSIBILISENT SUR LE PROJET-PILOTE DDR À KAGA-BANDORO



Une importante délégation du Comité consultatif et de Suivi (CCS) du DDRR, avec à sa tête le Conseiller spécial du Président de la République sur les questions de DDRR et Président du CCS, le Colonel Noël Bienvenu Selesson, a effectué, le 1^{er} août 2017, une mission d'information et de sensibilisation sur le projet-pilote de désarmement, démobilisation et réinsertion que le gouvernement centrafricain va mettre en œuvre en attendant le vaste programme national de DDRR. Sur place, ils ont rencontré les responsables des différents groupes armés présents à Kaga-Bandoro, notamment le MPC, le FPRC, etc. ainsi que les autorités locales, la société civile et la MINUSCA.

Le Président du CCS a expliqué à ses différents interlocuteurs que le projet-pilote, comme son nom l'indique, vise à désarmer, démo-

biliser et réintégrer un groupe restreint de combattants choisis par les responsables de chacun des groupes armés. « Il s'agit de 40 éléments par groupe armé, dont 20 éléments pour l'intégration dans l'armée centrafricaine, et 20 éléments pour la réintégration socio-économique communautaire. Dix des quatorze groupes armés ont déjà soumis leurs listes au CCS », a expliqué M. Selesson, ajoutant que 400 éléments sont déjà prêts.

Selon lui, une équipe mobile du CCS sillonnera tout le pays pour commencer le désarmement de ces éléments et vérifier l'aptitude de ceux qui ont été proposés par les groupes armés pour rejoindre les Forces armées centrafricaines. Ceux qui auront été déclarés aptes seront transportés à Bangui, avec l'appui de la MINUSCA, pour suivre leur formation qui sera assurée par l'Union européenne.

Ce projet-pilote sera suivi du Pro-

gramme national de DDRR qui touchera tous les éléments des groupes armés. Il a également insisté sur le fait que l'acceptation des ex-combattants dans les FACA dépendra de leur éligibilité conformément aux conclusions de l'équipe mobile qui fera les enquêtes nécessaires.

Au cours de la rencontre organisée avec les responsables de la MINUSCA, le colonel Selesson a salué les efforts de la Mission pour accompagner la restauration de l'autorité de l'Etat. Il a invité les autorités locales à jouer également leur rôle en assumant les responsabilités qui leur incombent.

Pour sa part, le chef de bureau de la MINUSCA dans la région Centre, Renner Onana, a promis que la MINUSCA continuera ses efforts afin d'aider les autorités centrafricaines à créer les conditions d'un retour à une paix durable et à la stabilité. ■

EN BREF

■ **LE 7 AOÛT 2017 À BOSSANGOA**, le Service de l'Action antimines des Nations Unies (UNMAS) a procédé à la destruction d'armes artisanales, munitions et engins explosifs qui avaient été remis volontairement par des ex-combattants. Par ailleurs, 35 responsables ont été formés entre le 2 et le 8 août 2017 à Bangui, dans le cadre de la mise en place des comités locaux de sécurité.

■ **TRENTE-CINQ FEMMES ET QUATRE ENFANTS** ont été victimes des abus et violations des droits de l'homme

documentés par la MINUSCA entre le 3 et le 6 août 2017, dans la capitale et les préfectures. Ces abus et violations, au nombre de 44, ont fait affecté un total de 81 victimes.

■ **LE PROJET DE RÉDUCTION DE LA VIOLENCE COMMUNAUTAIRE** dans le cadre du Pré-DDR se poursuit à Bangui, avec le début d'une nouvelle phase de formation professionnelle touchant 594 bénéficiaires, début août 2017. ■

283 EX-COMBATTANTS EN FORMATION À NDELE POUR LEUR RÉINSERTION SOCIALE

Il y a au total 283 ex-combattants, hommes et femmes, tous âges confondus, suivre, durant trois mois, une formation dans les filières mécaniques, agriculture, élevage et commerce. Le lancement officiel, le 1^{er} août 2017, de ce programme intensif et spécialisé, initié par la section DDR, dans le cadre de la mise en œuvre de son programme pré-DDR, a eu lieu au Lycée de Ndélé, dans la préfecture de Bami-ngui-Bangoran. La cérémonie a été marquée par la présence de plusieurs autorités locales, de représentants agences onusiennes et des bénéficiaires du projet Activités génératrices de revenus (AGR), notamment les ex-combattants.

Cette formation se propose d'offrir des alternatives au recours à la violence aux éléments des groupes armés qui acceptent de déposer volontairement les armes et de participer à des activités d'intérêt communautaire ou génératrices de revenus. « Ces ex-combattants ont adhéré en rendant leurs armes à la MINUSCA. Aujourd'hui, nous les préparons, après de multiples séances de sensibilisation, à se prendre en charge et à ne plus refaire la guerre », explique le chef du bureau DDR de Ndele, Jean-Baptiste Fortes.

L'objectif de cette formation est de former les ex-combattants dans les filières qu'ils avaient déjà choisies notamment la mécanique, l'agriculture, l'élevage, le commerce, la boulangerie, la couture, la coiffure et le transport de taxi moto. La section DDR de la MINUSCA vise ainsi à développer chez les ex-combattants la culture du travail, l'esprit d'entrepreneur et l'autono-

misation. En atteste l'intervention du porte-parole des ex-combattants, Valentin Saba : « nous avons appris à travailler pour gagner de l'argent et subvenir à nos besoins, mais aussi à vivre en paix avec tout le monde », a-t-il soutenu.

Le sous-Préfet de Ndele, Dieu Bénit Célestin Tebefra, a, pour sa part, vivement salué le courage de ces ex-combattants qui ont choisi volontairement de déposer les armes et de s'inscrire dans la dynamique de paix. « Nous vous encourageons pour la décision que vous avez prise en déposant les armes et en vous engageant sur le chemin de la paix. Nous vous soutenons avec l'ensemble du gouvernement », a-t-il déclaré.

A la fin de cette formation, prévue pour fin octobre 2017, les 283 apprenants recevront des kits de démarrage selon leurs domaines de compétences. Ces matériels leur permettront de développer, individuellement ou en groupes, leurs propres projets. ■



BRÈVE LES CASQUES BLEUS À BANGASSOU POUR LA STABILITÉ ET LE RETOUR DES DÉPLACÉS



L'opération menée par les soldats de la paix de la MINUSCA à Bangassou (700 km à l'est de Bangui) se fait dans le respect du droit et vise la restauration de la sécurité ainsi que le retour des populations civiles déplacées dans la ville. "Ces forces sont dans la ville afin d'y restaurer l'ordre et la sécurité, de permettre à toute la population de pouvoir retour-

ner en ville et d'y vivre", selon le porte-parole de la Force, le Lieutenant-Colonel Côme Ndayiragije.

Deux personnes interpellées dans le cadre de l'opération par les soldats de la paix, ont été remises aux services gouvernementaux compétents en matière d'instruction, après leur transfert le 6 août 2017 à Bangui.

"La Force poursuit bon nombre d'opérations locales ou régionales", notamment des escortes de convois à vocation humanitaire ainsi que des patrouilles, dans le cadre de la protection des civils. "A Bangassou comme partout en Centrafrique, la population fait l'objet de toute l'attention et de la protection de la Force", a rassuré le Lieutenant-Colonel. ■



POUR DES VACANCES SCOLAIRES SAINES EN RCA

Éveiller la conscience des enfants et des jeunes sur la culture de la paix, de la tolérance, de la non-violence et du vivre-ensemble, mais aussi les occuper sainement pendant les vacances scolaires et ainsi les prémunir contre les méfaits de l'oisiveté, afin qu'ils jouent pleinement leur rôle dans la reconstruction de la nation centrafricaine. Ce sont là résumés les objectifs poursuivis par la deuxième édition de la campagne "Vacances en paix pour la paix"

(VPP) organisée par la MINUSCA, lancées en simultanément dans plusieurs préfectures du pays, le 12 août 2017, en partenariat avec l'Institut International Shogui et les autorités locales de plusieurs provinces du pays.

Ce sont plus d'un demi-millier de personnes qui se sont réunies au quartier PK11, dans la banlieue de Bangui, pour prendre part au lancement des VPP dans la capitale centrafricaine. « Nous tenons à travers les VPP à soutenir la volonté de

vivre en paix en RCA », a fait savoir, à cette occasion, l'officier à l'unité Plaidoyer et Sensibilisation de la Section de la Communication stratégique et de l'information publique de la MINUSCA, Biliaminou Alao, qui a, par la suite, présenté les articulations de ces moments. Il s'agit, en l'occurrence, d'activités récréatives culturelles et sportives, de séances de sensibilisation sur les différents thèmes de la présente édition.

Une initiative saluée par la mi-



nistre des Arts, du Tourisme, de la Culture et de la Francophonie, Gisèle Pana, qui a représenté le gouvernement à l'ouverture des VPP au PK11. En effet, a-t-elle soutenu, après la grave crise connue par la RCA dans son histoire, « la sécurité, la cohésion sociale, la réconciliation nationale et la paix constituent la priorité des priorités du gouvernement au moment où il s'attèle au relèvement de notre pays. L'organisation des VPP vient à point nommé renforcer les efforts dans la recherche du vivre-ensemble mis à mal par les dernières crises.»

De Bossangoa à Briä en passant par Berbérati, Ndélé, Kaga-Bandoro, Bouar et Bambari, les vacances sont aussi aux couleurs des VPP. Les jeunes de ces différentes localités célèbrent les valeurs de cohésion sociale, du vivre ensemble et de la paix par le

biais de séances de sensibilisation, des marches et des tournois de football entre populations, forces de sécurité intérieure et casques bleus. Des concours de culture générale (génie en herbe) sur le mandat de la MINUSCA, des compétitions de chants sur le thème de la paix, ainsi que des représentations théâtrales et musicales sont aussi de la partie.

Afin de faire des VPP une totale réussite, les Forces de sécurité intérieure (FSI) assurent la sécurisation des festivités, aux côtés des Casques bleus, qui procurent aussi une assistance médicale aux participants.

La MINUSCA espère à travers le projet «Vacances en paix pour la paix », inverser la tendance et faire prendre conscience aux jeunes de leur importance au sein de leur communauté. ■

LE SAVIEZ-VOUS ?

Pour favoriser le retour des déplacés dans le Bloc Kokoro-Bearéx et Fatima II, 3^{ème} arrondissement de Bangui, le comité d'organisation pour le retour des déplacés dudit bloc, les autorités locales et les habitants du bloc Bloc Kokoro-Bearéx et Fatima II ont organisé, le 05 août 2017, des travaux communautaires de nettoyage de la zone. Une action menée avec l'appui de la MINUSCA. ■



MINUSCA

EN LIGNE | ONLINE

Your one-stop source for news and information about Central African Republic and the UN. Available on smartphones

Votre site d'informations et d'analyses sur la Centrafrique et les Nations Unies. Disponible sur smartphones



Découvrez le nouveau site Internet de la Mission des Nations Unies en Centrafrique

Check out the new website of the UN Mission in the Central African Republic

<https://minusca.unmissions.org>

UN photo / Graphisme CPIO / MINUSCA

<https://facebook.com/minusca.unmissions>

https://twitter.com/UN_CAR

<https://www.flickr.com/photos/unminusca/>